

COMMUNIQUÉ

Rentrée 2021 dans la voie professionnelle : les conséquences de la politique ministérielle sont lourdes

En Guadeloupe, Martinique et dans certaines zones de la Guyane la rentrée scolaire est reportée. La Réunion est sous surveillance avec déjà des fermetures effectives de classes. En Polynésie, la rentrée scolaire a été maintenue à tout prix mais les établissements ont finalement fermé deux semaines plus tard. Malgré ces alertes, le ministre refuse toute proposition d'aménagement de son protocole - rédigé en juillet, donc forcément décalé du fait de la nouvelle situation sanitaire : un variant très contagieux et des élèves encore peu vaccinés.

Pour maintenir nos établissements ouverts, une gestion plus rigoureuse de cette rentrée aurait été indispensable. Les établissements ne sont toujours pas tous équipés de capteurs de CO2 ou de purificateur d'air au prétexte de la responsabilité de leur financement. La définition des cas contacts est restée identique malgré un virus plus transmissible. La politique de tests massive, pourtant exigée par de nombreux scientifiques, est écartée par le ministère au profit d'une politique ciblée et d'éviction des cas contacts.

Le SNUEP-FSU est attaché au droit à l'égal accès à l'enseignement pour les élèves. En ce sens, l'obstination du ministre à traiter les jeunes différemment selon leur statut vaccinal est irresponsable. Risqué, car la vaccination n'empêche pas de contracter le virus ni de le transmettre, et inégalitaire car il crée une stigmatisation et une double peine pour les élèves non vaccinés. Exclue des établissements, ces jeunes devront gérer seuls leurs enseignements car, faute de moyens techniques et de temps concret, les personnels ne peuvent organiser l'hybridation de leur travail. Pour le SNUEP-FSU le ministère doit reconsidérer cette injustice et organiser une gestion sanitaire identique pour tous les élèves.

La voie professionnelle présente des spécificités parmi lesquelles les PFMP. Dans beaucoup d'entreprises accueillant habituellement les élèves en stage, le pass sanitaire est obligatoire ou imposé. Or les élèves de LP sont parmi les moins vaccinés. De plus, les élèves entrant cette année en terminale, après deux années chaotiques, ont rarement pu effectuer toutes les périodes de stage exigées par le diplôme. Le ministre, une fois encore, n'anticipe aucunement ces situations. Pour le SNUEP-FSU, des aménagements du nombre de semaines de PFMP exigible à l'examen sont d'ores et déjà à programmer.

Les deux années scolaires passées ont également engendré des retards dans les apprentissages. Là aussi, malgré les demandes répétées du SNUEP-FSU, le ministère n'a rien modifié pour pallier ces difficultés pourtant prévisibles : ni aménagement des programmes, ni redistribution vers les disciplines des horaires maintenant consacrés aux dispositifs inopérants de la réforme. Ces mesures, pourtant, ne coûteraient rien !

Pendant ces deux années scolaires perturbées par la crise sanitaire, **ce sont bien les personnels qui ont tenu les lycées professionnels à bout de bras, et permis la réussite des élèves.** À la nécessité de véritables engagements concernant les salaires, les perspectives de carrière et les moyens pour améliorer les conditions de travail, le ministre J.-M. Blanquer répond par la suppression de plusieurs centaines de postes dans la voie professionnelle et par ses mesures du Grenelle de l'Éducation qui manquent d'ambition et dénaturent nos métiers.

La politique du ministre a de lourdes conséquences, tant sur la qualité de la formation professionnelle délivrée à la jeunesse que sur les conditions de travail des personnels de LP, SEP, ÉREA et SEGPA.

Pour le SNUEP-FSU, il est temps d'abroger la Transformation de la voie professionnelle et il est plus qu'urgent de donner à la formation professionnelle sous statut scolaire les moyens nécessaires à son fonctionnement.

Pour les jeunes mineur·es et les premiers niveaux de qualification, le gouvernement finance et développe sans condition l'apprentissage alors qu'il n'est une solution ni pour l'emploi des jeunes ni pour élever leur niveau de qualification. Il faut réinvestir dans nos établissements et dans nos postes et miser sur la voie professionnelle scolaire où les discriminations sont moindres et les formations plus complètes. **C'est pourquoi le SNUEP-FSU appelle à la grève le 23 septembre 2021 : pour une autre politique dans l'éducation nationale !**

Leur avenir *c'est mon métier*